

Chantiers prioritaires :

Christian Estrosi élu hier, sans surprise, président d'une assemblée régionale inédite où la majorité LR-UDI n'aura qu'un opposant : le Front national. Première initiative sur le dossier chaud des TER, une rencontre lundi avec le président de la SNCF

Il faudra un peu plus qu'un pot de miel, cadeau de bienvenue aux nouveaux conseillers régionaux, pour adoucir l'atmosphère. Même récolté dans les ruches qui prospèrent sur le toit de l'hôtel de Région à Marseille, le nectar des abeilles n'y suffira jamais... Car c'est bien une sorte de guerre que vont se mener les deux blocs officiellement constitués hier. Une situation inédite dans l'histoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui a élu, sans surprise, son nouveau président, Christian Estrosi. Là où l'on avait connu une opposition à voix multiples – y compris parfois au sein même de la majorité – l'assemblée régionale fera désormais dans le duel. Où la droite sera confrontée au Front national et vice-versa. Et dont les deux personnages principaux, le député-maire de Nice d'un côté, Marion Maréchal-Le Pen de l'autre, ont pris hier leurs marques. L'un dans le camp des vainqueurs, prêt à tenir les rênes, l'autre, dans l'opposition, parée pour l'affrontement. Et ça promet. La campagne, féroce, a laissé des traces. Et fait des victimes. Désormais absente, la gauche a toutefois encore un peu occupé le terrain. En devenant objet de polémi-

que entre le nouveau président qui s'apprête à lui donner la parole avec le conseil territorial. Et son opposition frontiste qui n'y voit que manœuvres politiques... Si les séances suivantes sont à l'image de cette première, bonjour l'ambiance.

Le FN a attaqué fort, utilisant le temps de parole d'un de ses élus, Jean-Pierre Daugeilh, président éphémère en tant que doyen, pour revenir sur le passé politique de Christian Estrosi. « À l'époque où il n'était pas défavorable aux accords passés avec le Front national. » De quoi déclencher des huées dans le camp de la droite et du centre. Et des protestations contre « la censure » dans l'opposition.

On retiendra aussi de cette première l'image de Michel Vauzelle venu dans « un geste républicain » céder son écharpe de président à son successeur. Ou encore, Christian Estrosi, tout juste élu, réunissant autour de lui les ex-présidents Jean-Claude Gaudin et Michel Pezet, Hubert Falco, sénateur-maire de Toulon et Marc Giraud, président du Département du Var.

MIREILLE MARTIN

Christian Estrosi a été élu par 81 voix contre 42 à Marion Maréchal-Le Pen. (Photos Franz Chavaroché)



« Je serai le président de la bataille pour l'emploi »

Agir. Et agir vite. Restaurer la confiance perdue des citoyens en faisant de « la parole donnée une parole systématiquement tenue ». Tel est le credo développé par Christian Estrosi dans son discours inaugural, une fois porté à la présidence par la totalité de ses 81 colistiers.

On n'en attendait pas moins, c'est un président rassembleur qui est monté à la tribune, ne laissant percer, si ce n'est par vagues allusions, aucune aspérité polémique dans son propos.

« Je serai un président libre qui gèrera la Région sans idéologie ni parti pris. Un président qui ajoutera à la loi un surplus de démocratie. Un président qui veillera à l'équité entre les territoires. Un président qui respectera ses engagements et appliquera son projet », a-t-il martelé à grand renfort d'anaphore.

Enracinement

Des racines et des ailes. C'est l'une des formules fétiches de Christian Estrosi. Il ne l'a pas citée hier, mais c'est tout comme. Son programme s'est en effet décliné sous cette double tutelle. Capable de toutes les audaces dans la vie publique, Christian Estrosi s'avère plutôt pudique lorsqu'il s'agit de lui. Hier, après une campagne qui l'aura quand même remué aux tripes, il a légèrement fissuré l'armure, évoquant ses grands-parents italiens « qui ont choisi la France non pour en tirer profit mais pour lui donner leur travail et leur cœur ».

Il a aussi longuement évoqué quelques grandes figures qui ont marqué de leur empreinte l'histoire de la région, citant tour à tour Frédéric Mistral, Adolphe Thiers, Louis Delfino, Jean Giono, Jean Drouot-L'Hermine, René Char, Albert Camus, Simone Veil



Christian Estrosi : « J'ai entendu le message et l'exigence des électeurs. »

ou encore Georges Clemenceau, qui fut sénateur du Var et dont il a fait sien la formule : « Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire. Quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire. »

« L'emploi, mère des batailles »

Et Christian Estrosi sait parfaitement ce qu'il veut. « La mère des batailles, ce sera la bataille pour l'emploi. »

Pour la gagner, il a entrouvert dès hier la boîte à outils dont il entend faire usage : développement des filières d'excellence à travers douze opérations d'intérêt régional, aide à la croissance des start-up, soutien aux pôles de compétitivité, création d'un guichet unique et d'un fonds d'investissement pour les entreprises, croissance verte, développement du numérique et forma-

tion tout au long de la vie, notamment. Son deuxième défi sera celui des transports, pour lequel Christian Estrosi rencontrera dès lundi Guillaume Pepy, le patron de la SNCF, histoire de lui mettre un bon petit coup de pression et de lui demander de faire mieux, beaucoup mieux... « Je n'accepterai pas un instant de plus que nos trains soient les plus en retard de France. » Très rapidement, il déclinera aussi le calendrier du déploiement des portiques de sécurité dans les gares. On l'aura bien compris, le néo-président n'entend pas lambiner en chemin. « J'ai entendu le message et l'exigence des électeurs. J'avais pour slogan Ça va changer, il convient de faire de ce slogan une réalité », a-t-il dit, évoquant son envie de « bâtir une région à faire rêver le monde ».

THIERRY PRUDHON

Les contours du futur conseil territorial

Il ne sera installé qu'en janvier. Mais Christian Estrosi a commencé hier à esquisser les contours du conseil territorial qu'il a promis de mettre en place pour que ceux qui n'ont pas d'élus au sein de l'hémicycle régional soient aussi associés, indirectement, aux décisions.

« Je veux que vivent la liberté d'expression, la liberté de proposition, la liberté d'opposition, qui sont indissociables de l'idée que je me fais de la démocratie », a-t-il fait valoir.

Christian Estrosi a confirmé que ce conseil territorial sera présidé par trois sages, les trois anciens présidents de la Région que sont Michel Pezet (PS), Jean-Claude Gaudin (LR) et Michel Vauzelle (PS). « Ce conseil aura vocation à formuler des propositions qui, chaque fois qu'elles feront consensus, pourront ensuite être débattues dans l'hémicycle. »

Si le conseil reste à caler définitivement, l'entourage de Christian Estrosi en a précisé la composition probable.

Il comprendrait 120 membres : Christian Estrosi lui-même, les trois sages, 36 membres issus des six partis n'ayant pas dépassé 5 % au premier tour des régionales et 80 (à raison de 10 chacun) provenant des huit partis ou groupements suivants : Républicains, Front national, Europe Ecologie-Les Verts, Front de gauche, Modem, UDI, MRC-PRG et PS.

Restera à voir, à l'usage, si ce conseil s'avère d'un intérêt réel ou s'il se transformera vite en « comité Théodule », selon l'expression de Charles de Gaulle.

TH. P.

Estrosi express

► Le président a indiqué sa volonté d'étendre aux lycéens de la région les voyages de la mémoire organisés à Auschwitz pour les collégiens des Alpes-Maritimes. « Notre monde est issu de cette histoire-là. Ceux qui voudraient reléguer ces années noires au rang de détail nous condamnent à les revivre. »

► « Je veux saluer ceux qui ont fait le choix de ne pas siéger et d'encourager les femmes et les hommes qui soutenaient leur projet à se rassembler derrière les mêmes idéaux républicains. »

► « On n'est pas en Californie. Mais la Californie aimerait bien s'appeler Provence-Alpes-Côte d'Azur ! »

chômage et transports



Marion Maréchal-Le Pen : « Nous, nous n'avons trahi personne ! »

« Christian Estrosi a la haine... Mais pas nous. Nous avons la conscience tranquille car nous n'avons trahi personne dans cette élection. Lui, à l'inverse, l'a déjà fait. À long terme, M. Estrosi et sa famille politique le paieront vraisemblablement très cher. » Si Marion Maréchal-Le Pen a promis hier que son groupe constituera « une opposition responsable, courtoise et sereine », elle ne s'est pas engagée, loin de là, à déposer les armes. Notamment contre « celui qui se veut l'incarnation de la résistance ». Ce qu'elle juge « culotté, voire indécent ! ». Lors d'une suspension de séance, la députée du Vaucluse a tenu sa première conférence de presse, abondamment couverte par la multitude de médias présents, dans son nouveau rôle de chef de file de l'opposition frontiste. Un rôle que son grand-père Jean-Marie Le Pen avait tenu avant elle. « Nous récoltons ce que lui-même et d'autres ont semé avant nous. Mais nous ne sommes pas tournés vers le passé. Le passé, c'est Christian Estrosi qui fait de la politique depuis 30 ans et n'est certainement pas un perdreau de l'année. »

« 45 % d'électeurs muselés »

Ça se confirme donc : Marion Maréchal-Le Pen semble bien partie pour ne pas lâcher le nouveau président de la



Marion Maréchal-Le Pen, désormais chef de file de l'opposition.

Région. « On l'a connu de droite mais ça, c'était avant. Je n'ai confiance ni en l'homme, ni en ses méthodes. » Mais ce qui irrite le plus la jeune femme, c'est sans doute le conseil territorial lancé par Christian Estrosi. « Sa conception de la démocratie, c'est de museler 45 % des électeurs et de donner la parole à ceux qui n'ont pas été élus ! » Pour elle, « ce conseil sera l'occasion non dissimulée de défrayer, embaucher, subventionner ceux qui étaient les anciens adversaires politiques de M.

Estrosi et sont devenus sa roue de secours. » Et en parlant d'anciens adversaires, Marion Maréchal-Le Pen en rajoute une petite couche, à propos de la villa Méditerranée, « symbole de la gabegie » de la présidence Vauzelle. « Christian Estrosi, qui s'était engagé à la vendre, y a finalement renoncé ! » Bref, pour Marion Maréchal-Le Pen, c'est clair : « Il y a d'un côté le FN et les patriotes. Et de l'autre, la coalition droite-gauche-centre-écologiste, etc. »

M. M.



123 conseillers régionaux se sont installés dans l'hémicycle pour six ans.

« Mes invités sont restés à l'extérieur »

► **Outrée**, Marion Maréchal-Le Pen par l'accueil réservé à ses invités. « Alors que ceux de Christian Estrosi étaient installés dans les tribunes pour faire la claque, ceux de notre groupe ont été invités à rester à l'extérieur de l'hémicycle ! »

► **Pas de surprise...** Candidate elle aussi à la présidence, Marion Maréchal-Le Pen a récolté 42 voix. Soit le nombre d'élus que compte désormais le Front national à la Région.

► **La députée** du Vaucluse a également présenté les

deux vice-présidents de son groupe. Le Niçois Olivier Bettati, tête de liste dans les Alpes-Maritimes, ex-adjoint de Christian Estrosi. Et Jean-Philippe Lottiaux, directeur général des services de la commune de Fréjus, énarque et humoriste. Le secrétaire général du

groupe reste le Varois Frédéric Boccaletti. Ce dernier a été directeur de campagne de Marion Maréchal-Le Pen, comme il avait été celui de son grand-père en 2010. Il était également le secrétaire général du groupe FN alors présidé par Jean-Marie Le Pen.

Pécresse, Le Drian... prennent aussi la tête de leur région

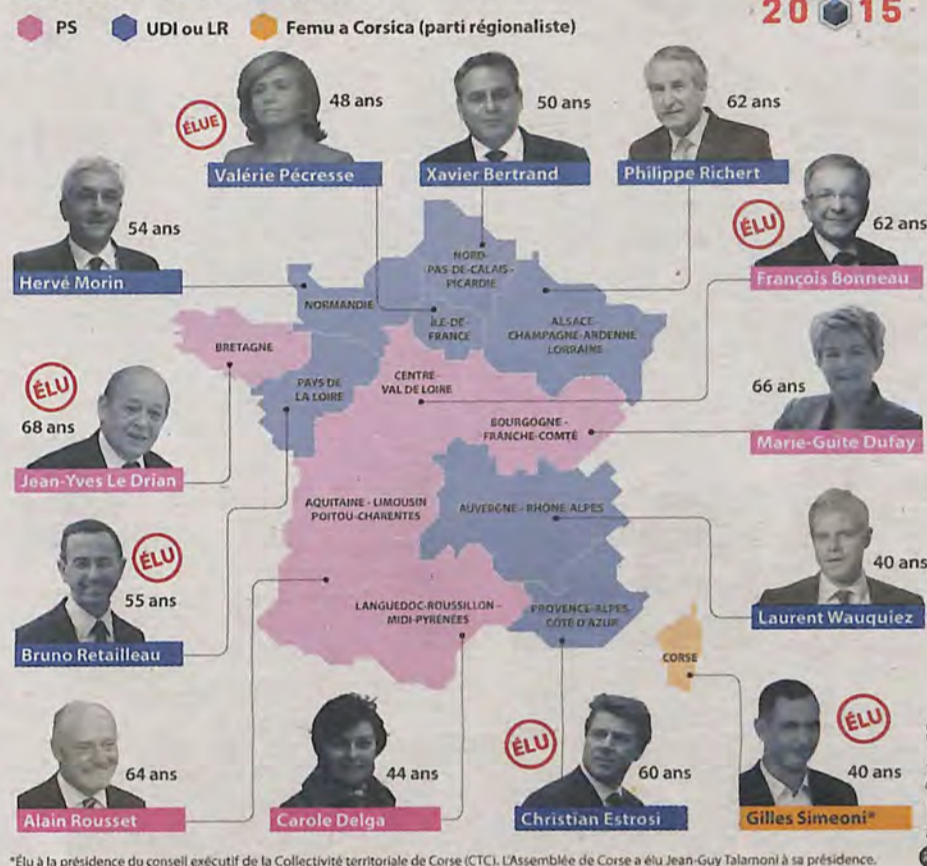
À l'exception des sept nouvelles grandes régions, qui ne verront le jour que le 1^{er} janvier, tous les autres conseils régionaux et collectivités territoriales d'outre-mer ont élu leur président

Outre Christian Estrosi en Paca, huit autres présidents de régions (ou de collectivités territoriales pour certains territoires d'outre-mer) ont été élus hier, après la Corse qui avait ouvert le bal dès jeudi. Pour les sept régions métropolitaines restantes (1), le vote aura lieu le 4 janvier : seules les régions dont le périmètre n'a pas été modifié lors du redécoupage territorial (2) élisaient leurs « patrons » hier, car les nouvelles grandes régions ne commenceront officiellement à exister que le 1^{er} janvier 2016. Pas de surprise hier : les têtes de listes qui l'ont emporté au second tour des régionales étaient assurées d'avoir la majorité et d'être élues à la présidence des nouvelles assemblées. Après l'élection de leur président, les conseillers doivent désigner la commission permanente des assemblées régionales, qui élira ensuite les vice-présidents pour constituer le « gouvernement » de la région.

► En Ile-de-France

Valérie Pécresse (Les Républicains) accède à la présidence de la région-capi-

Qui à la tête des régions ?



tales après 17 ans de gestion de gauche. L'ancienne ministre a rassemblé 119 voix sur 140 suffrages exprimés dans cette assemblée de 209 élus. Walle- rand de Saint-Just, pour le Front national, était aussi

candidate à la présidence. La séance inaugurale s'est tenue sans Claude Bartolone (PS), candidat battu de la gauche et des écologistes, qui a démissionné la veille de son mandat de conseiller régional.

► En Bretagne

Autre vedette de la journée, Jean-Yves Le Drian (PS) a été élu à la présidence du conseil régional de Bretagne. Il a rassemblé 53 voix contre 12 pour Gilles Pen- nelle (FN) et 18 votes blancs

(les élus de la liste LR Marc Le Fur). Très applaudi, le nouveau président a retrouvé un mandat qu'il a déjà exercé à partir de 2004, après avoir arraché la Région à la droite, jusqu'à son entrée au gouvernement en 2012. Jean-Yves Le Drian reste ministre de la Défense.

► En Centre-Val-de-Loire

François Bonneau, le candidat de la gauche, a obtenu 40 voix, contre 20 pour Guillaume Peltier (LR), et 17 pour Philippe Loiseau (FN). Il a aussitôt proposé au groupe Les Républicains et UDI de présider deux commissions. Guillaume Peltier a répondu qu'il ne souhaitait pas cogérer la région, tout en promettant « une opposition constructive ».

► En Pays-de-la-Loire

Seul candidat en lice, Bruno Retailleau a recueilli 54 voix parmi les 93 élus, et 39 ont voté blanc. Il a été longuement applaudi dans l'hémicycle. Le nouveau président LR, qui succède au PS, a abordé le sujet du projet contesté d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, au nord de Nantes, objet de

lutttes intestines entre socialistes et écologistes : « Sans aéroport international demain [...] nous perdrons la bataille dans cette concurrence entre les différents territoires, la bataille de la compétitivité. »

► En outre-mer

À l'île de La Réunion, où le vote est intervenu en premier hier, en raison du décalage horaire avec la métropole, Didier Robert (LR) a été réélu président du conseil régional par 29 voix et 16 bulletins nuls ou blancs. En Guadeloupe, Ary Chalus (divers gauche) devait également être élu à la tête du conseil régional. En Martinique, l'indépendantiste Alfred Marie-Jeanne, et en Guyane, le président sortant de la Région, Rodolphe Alexandre, présideront ces deux nouvelles collectivités territoriales.

1. Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Normandie.

2. Bretagne, Centre-Val-de-Loire, Île-de-France, Pays-de-la-Loire, Paca, et les quatre régions et territoires ultramarins.

En Corse, le gouvernement confronté au défi du dialogue avec les nationalistes

Le gouvernement a réaffirmé hier, au lendemain de l'installation des nationalistes à la tête de la Corse, la place de l'île dans la République, se disant cependant ouvert à un dialogue « constructif et apaisé » avec les nouveaux élus, qui défendent une « logique d'émancipation ». Quelque peu éclipsée par le score du Front national dans les autres régions, la victoire des nationalistes corses, grands gagnants des élections territoriales dimanche, a un

peu pris de court le gouvernement, le plaçant devant une situation inédite.

« Un sujet de préoccupation »

« C'est un sujet de préoccupation, même si nous ne sommes pas totalement étonnés par les résultats », confiait un proche du Premier ministre après la première grande victoire nationaliste depuis le renouveau de ce courant de pensée, à la fin des années 1960.

Le dirigeant autonomiste Gilles Simeoni a été élu jeudi président du conseil exécutif de la Collectivité territoriale de Corse, tandis que l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni s'installait à la présidence de l'Assemblée de Corse. C'est la première fois, depuis sa création en 1982, que les nationalistes dirigent les institutions insulaires.

Hier, Manuel Valls a téléphoné à Gilles Simeoni, promettant de maintenir un « dialogue serein, constructif et apaisé », selon Matignon. Son

interlocuteur avait lui-même appelé la veille à l'ouverture d'un « dialogue serein et constructif », demandant « au gouvernement et à l'État de prendre la mesure de la révolution démocratique que la Corse est en train de vivre ».

Le Premier ministre, qui était un proche conseiller de Lionel Jospin lors de la négociation d'un nouveau statut pour l'île à la fin des années 90, a aussi réaffirmé « son attachement à la place de la Corse dans la Nation et dans la République française, et sa reconnaissance de la spécificité de l'île ».

« La langue de la République est le français »

L'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, en fonction lors de cette négociation, s'est lui dit « certainement » choqué par le discours en corse prononcé jeudi par Jean-Guy Talamoni, tandis que François Fillon, dénonçant ce même discours, a demandé à François

Hollande « une réaction claire » face aux « insultes » de la majorité nationaliste élue à la tête de la Corse. « Article 2 de la Constitution française : « La langue de la République est le français », a rappelé de son côté Alain Juppé sur Twitter. Plus tôt hier, Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, avait coupé court à toute velléité de sortir des clous, avertissant que « la République n'a pas l'intention de baisser les bras » et que « la loi sera la même pour tous, y compris en Corse ».

« Il n'y a pas de prisonniers politiques corses »

Dès leur élection, Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni ont réclamé la libération des prisonniers « politiques », au nombre de 25, un sujet sur lequel l'État entend rester « intraitable » : « Il n'y a pas de prisonniers politiques corses », assène un haut responsable. Manuel Valls, qui rencontrera « pro-



François Fillon a dénoncé les « insultes » de la majorité nationaliste corse. (Photo F. B.)

chainement » Gilles Simeoni, l'a assuré que le gouvernement « continuera à dialoguer avec les élus de la Collectivité territoriale de Corse pour mettre en œuvre les évolutions statutaires vers la collectivité unique telles qu'elles sont prévues par la loi ». De nouvelles élections seront organisées en 2018 avec l'instauration d'une collectivité unique et la suppression des départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse.



« La République n'a pas l'intention de baisser les bras », a lancé Jean-Marie Le Guen. (Photo AFP)

Quatorze vice-présidents

Christian Estrosi a esquissé hier les grandes lignes de son organigramme régional, qui sera définitivement figé lors de la prochaine séance programmée à la mi-janvier



Renaud Muselier.



Chantal Eymeoud.



Julien Aubert.



Françoise Bruneteaux.



Bernard Deflesselles.



Eliane Barreille.



Yannick Chenevard.



Sophie Joissains.



Philippe Vitel.



Maud Fontenoy.



Philippe Tabarot.



Caroline Pozmentier.



Roger Didier.



Sonia Zidate.

Christian Estrosi aura quatorze vice-présidents, soit un de moins que Michel Vauzelle, le premier d'entre eux étant sans surprise le Marseillais Renaud Muselier. Ce dernier aura en particulier en charge les politiques publiques et la gestion des fonds européens. Les treize autres vice-

présidents seront, par ordre protocolaire : Chantal Emeyoud, Julien Aubert, Françoise Bruneteaux, Bernard Deflesselles, Eliane Barreille, Yannick Chenevard, Sophie Joissains, Philippe Vitel, Maud Fontenoy, Philippe Tabarot, Caroline Pozmentier, Roger Didier et Sonia Zidate. Leurs délégations seront fixées

en janvier.

Le nouveau président a par ailleurs prévu la constitution de quinze commissions qui seront conduites par les personnes suivantes, sous réserve de validation par l'assemblée mi-janvier : Economie, emploi (Pierre Grand-Dufay) ; Finances, ressources humaines (Serge Amar) ; Indus-

trie, innovation, nouvelles technologies et numérique (Bernard Kleynhoff) ; Transport, infrastructures (Maxime Tommasini) ; Agriculture, viticulture, ruralité (Bénédicte Martin) ; Environnement (Loïc Dombrevail) ; Tourisme (Jennifer Salles-Barbosa) ; Enseignement supérieur, santé (Georges Leonetti) ; Ly-

cées, jeunesse, formation professionnelle (Marie-Florence Bul-teau-Rambaud) ; Culture, patrimoine (Richard Galy) ; Sport (Richard Miron) ; Massif alpin (Anne-Marie Forgeoux) ; Euro-Méditerranée (Agnès Rampal) ; Habitat (Arlette Fructus) et Vie associative (Monique Robi-neau).

Jennifer Salles-Barbosa (UDI) : « Les citoyens en attente d'écoute »

À considérer son sourire juvénile et espiègle, on jurerait presque qu'elle a séché les cours pour être là. Jennifer Salles-Barbosa, si elle ne les fait pas, n'en a pas moins trente-cinq ans. C'est cependant accompagnée de papa et maman qu'elle a fait hier ses premiers pas d'élue à l'hôtel de Région. Des parents pas peu fiers, en particulier son père, Rudy Salles, député et adjoint au maire de Nice, qui lui a transmis et la fibre politique et son penchant pour les valeurs centristes de l'UDI. Cette avocate au barreau de Nice est ainsi tombée toute petite dans la marmite. « Dès douze ans, raconte-t-elle, j'ai commencé à suivre mon père dans les réunions. Ça ne m'a jamais pesé, au contraire. Je me suis ensuite investie au bureau des étudiants de la fac de droit à Nice, avant d'adhérer au Nouveau Centre puis à l'UDI après le traumatisme



Jennifer Salles-Barbosa. (Photo F. C.)

de la présidentielle de 2002. Je suis en phase avec les idées modérées, humanistes et de bon sens que porte ce mouvement. On sent que les citoyens sont aujourd'hui en attente d'être écoutés. » La jeune femme a sacrifié hier matin aux formalités d'enregistrement des nouveaux élus, récupérant au passage un impressionnant stock de cartes de vœux et un pot de miel fabriqué... sur le toit de l'immeuble de

la Région. Elle dit avoir hâte de se mettre à la tâche. Ça tombe bien, Christian Estrosi va lui confier la responsabilité de la commission du Tourisme, un domaine que cette bilingue connaît bien.

Triple emploi

Elle le sait, le travail ne manquera donc pas dans la foulée du président-bulldozer. Elle ne veut d'ailleurs surtout pas être vue comme une héritière. « Les gens ne le perçoivent pas toujours, mais la politique, c'est beaucoup de travail et d'investissement ». Elle devra juste trouver le bon tempo entre son mandat régional, sa profession d'avocate et... son rôle de maman auprès de sa petite fille de cinq ans. Mais celle-ci semble déjà s'inscrire dans le moule : « Je l'ai emmenée aux réunions de Christian Estrosi, elle a fait campagne à son petit niveau, elle est son premier supporter ! »

TH. P.

Jean-Philippe Lecoignet (FN) : « Fier d'être l'élue de la ruralité »

« Je suis l'élue de la ruralité, des villages et des oubliés ! » 35 ans, commercial, ayant d'abord fait un tour par l'UMP puis « déçu par Sarkozy ». Entré au FN quand Marine Le Pen a pris la tête du parti. Si l'on ajoute qu'il vit dans un petit village (340 habitants) du Haut-Var, Esparron, où Marion Maréchal Le Pen a réalisé un score de 52 % au second des régionales, Jean-Philippe Lecoignet correspond à l'un des profils types du militant et de l'élue du FN « deuxième génération ». Et même « troisième génération » avec l'arrivée de Marion Maréchal-Le Pen aux côtés de laquelle le Varois a mené sa troisième campagne. Celle du succès personnel enfin, après deux échecs aux municipales et aux départementales.

15 000 km

Des échecs tout relatifs aux scores déjà confortables dont Jean-Philippe Lecoignet



Premier mandat et premiers pas hier pour le Varois, élu du FN. (Photo F. C.)

net s'est rapidement relevé. « J'ai continué à mener le même genre de campagne : sur le terrain, partout, aux côtés des agriculteurs et des petits entrepreneurs, pour un total de 15 000 km parcourus dans le Haut-Var ! Les habitants des zones rurales sont les grands oubliés de notre époque. Personne ne leur parle de leurs problèmes, à

part nous. » Hier, en revêtant pour la première fois son écharpe de conseiller régional, le Varois affirmait « vivre son rêve ». Un brin ému d'être là « pour représenter un électeur sur deux ». Et fier pour son petit village qui compte pour la première fois un élu à Marseille.

M. M.